

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 4 décembre 2024

Suite à un cyclone on est resté 4 jours sans électricité, une soirée et une nuit dans le noir parce que les batteries étaient vides. J'ai rechargé une vingtaine de smartphones de villageois, avec des temps de recharge à rallonge parce que leurs batteries étaient en mauvaise état, entre 3 et 6 heures, à 5W/h... On a filé de l'eau aux voisins jusqu'à ce qu'une citerne arrive. Plusieurs personnes et des enfants s'étaient réfugiés chez nous y compris la nuit. On a distribué repas chauds et gâteaux secs. Au moins j'ai eu l'occasion de rendre service et on me le rend bien, un peu d'humanité fait toujours du bien dans ce monde de barbares, n'est-ce pas ?

Tenez, je vous remercie pour tous vos messages de solidarité, aucun ! C'est révélateur d'un certain état d'esprit que je préfère ne pas qualifier. Remarquez qu'ici en Inde cela ne vaut guère mieux. Personne de la famille de ma compagne qui habite à 5 minutes de chez nous n'est passé prendre de nos nouvelles, ils n'ont même pas pensé nous téléphoner, merveilleux !

-
- En Corée du Sud, le coup d'Etat militaire a avorté...
 - France. Taxis, enseignants, agriculteurs, hospitaliers, cheminots, fonctionnaires... On ne s'attardera pas sur la série de journées d'action dispersées, qui vont servir à quoi ? A rien.
 - Au lieu de la formule « *révolution de couleur* », coup d'Etat ça sonne mieux, plus politique.
 - Les BRICS, c'est le vieux capitalisme occidental, et pas vraiment en mieux. Ils louent ou achètent quasiment des pays en Afrique, les esclaves sont fournis en prime. Les BRICS sont chargés de réaliser la dernière tranche de la mondialisation de l'économie capitaliste.

Pourquoi, j'avais cru qu'elle n'était achevée ? Ah ben non grand bêta ! Cela fait un siècle que les propagandistes d'extrême gauche le prétendaient, il ne fallait pas les croire, c'est tout.

Par rapport au mode de production féodal qui s'était développé sur tous les continents sans avoir eu besoin d'être importé d'Europe, il existera même ailleurs des centaines d'années ou des millénaires avant d'apparaître en Europe sous la forme de régimes monarchiques très évolués, à ces époques très reculées il n'existait pas d'infrastructures et de moyens de transports suffisamment sophistiqués pour exporter ce modèle de société dans des contrées lointaines et isolées, ce qui ne sera plus le cas avec le capitalisme pouvant coloniser rapidement toutes les régions du globe, et exporter ou imposer ce mode de production d'autant plus facilement qu'il est plus évolué et productif, aucune économie locale n'y résistera longtemps.

Le mode de production capitaliste était donc destiné à conquérir la Terre entière, encore fallait-il lui laisser le temps, et pour peu qu'on s'y prenne mal, ce serait inévitable, et c'est ce qui s'est produit justement, malgré ses contradictions qui l'ont amené à développer des forces destructives de masse, nous ne sommes pas parvenus à l'empêcher d'essaimer la planète ou à le remplacer par une mode de production supérieur qui permettrait de satisfaire les besoins de la totalité de la population.

Parce que nous avons été impuissants à arrêter son bras destructeur, nous en sommes arrivés à nier qu'il disposait encore d'importantes ressources pour se maintenir en vie avant de s'asphyxier, nous avons été abusés par des dirigeants sans scrupule, des crapules en vérité, ceux qui prétendaient incarner l'héritage du marxisme et qui l'avaient abandonné ou trahi.

Dès lors pour affronter cette nouvelle période du capitalisme, la dernière et décisive, nous nous retrouvons en grande partie réduits à l'impuissance de leur faute, privés d'idéologie, de théorie, de programme, de parti, d'Internationale, sans direction, à la merci des premiers charlatans, démagogues, imposteurs venus, qui plus est pour affronter une armée de propagandistes dotés des instruments les plus sophistiqués qui soient, dont l'Intelligence artificielle, pour formater les consciences, livrer leur guerre idéologique et psychologique en exploitant toutes les faiblesses de la nature humaine, afin d'empêcher que l'on parvienne à renouer avec le fil du marxisme pour élever le niveau de conscience politique des masses, les organiser et mener notre lutte de classe à son terme, jusqu'à la victoire du socialisme ou l'éradication du capitalisme de la surface de la Terre.

Nous savions que, tant qu'un mode de production disposerait encore d'un potentiel pour assurer sa survie, passer au mode de production supérieur s'avèrerait quasi impossible. C'était exact pour les modes de production antérieure au capitalisme compte tenu du faible développement de leurs forces productives, du niveau atteint par leurs sciences et leurs technologies de ce fait, ce qui n'était plus le cas avec le capitalisme, c'est sans doute la raison pour laquelle il existait une opportunité historique de le remplacer avant qu'il se soit développé à l'échelle mondiale.

Vers la fin des années 70, quand bien même l'orientation politique de nos dirigeants était opportuniste, des dizaines de milliers de travailleurs et jeunes manifesteront leur engouement pour la révolution socialiste et s'organiseront, quand bien même et sans qu'ils sachent que leurs dirigeants n'y croyaient pas ou ils y étaient opposés, ce qu'on apprendra bien plus tard lors des scissions des organisations trotskystes de la bouche même de leurs ex-dirigeants. Cela signifiait qu'il était possible de construire des partis révolutionnaires et une Internationale, même lorsque les conditions objectives n'étaient pas réunies, parce que de tout temps les exploités aspirent à la justice et à la liberté et s'opposent aux régimes en place, cherchent une issue politique pour les vaincre.

Ce qui a fait défaut durant la période allant de la mort de Trotsky en 1940 à nos jours, ce sont des dirigeants qui maîtrisent suffisamment le marxisme et qui soient incorruptibles.

Macron dit qu'il ne peut "*pas croire au vote d'une censure*" du gouvernement Barnier - AFP 3 décembre 2024

"*C'est de la politique fiction*" : Emmanuel Macron répond à ceux qui appellent à sa démission 6Medias 3 décembre 2024

Barnier compte sur un "*réflexe de responsabilité*" des députés pour ne pas le censurer - AFP 3 décembre 2024

Censure: Gérard Larcher appelle au "*sursaut*" des députés pour "*dépasser les rancœurs*" - AFP 3 décembre 2024

Totalitarisme. Ils ne pensent qu'à restreindre les libertés de la population, c'est une obsession chez ses despotes.

Terrasses, arrêts de bus: les Etats européens pour l'extension des espaces sans tabac - AFP 3 décembre

Terrasses de cafés, arrêts de bus, abords des écoles... Les Etats européens se sont prononcés mardi en faveur de l'extension des zones sans tabac et pour y prohiber les cigarettes électroniques.

C'est la Commission européenne qui a mis sur la table cette proposition pour aller plus loin dans les interdictions, alors que 24% des Européens sont fumeurs.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a récemment souligné les effets négatifs de l'exposition aux émissions secondaires de ces produits émergents, notamment d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires, souligne la Commission européenne.

La ministre française Geneviève Darrieussecq a pleinement soutenu la recommandation de l'UE, réclamant une évolution de la législation européenne encadrant la vente de tabac pour "*l'élargir à tous les produits émergents qui génèrent des addictions et un mauvais état de santé de la jeunesse*".
AFP 3 décembre

J-C – Vous imaginez, le fait d'être exposé à la fumée de cigarettes à l'air libre pendant quelques minutes, en attendant le bus par exemple, pourrait provoquer « *d'importants problèmes respiratoires et cardiovasculaires* », c'est là qu'on comprend qu'ils ont autre chose derrière la tête et que c'est un faux prétendre, parce qu'ils ne pensent qu'à vous nuire. Comment cela ?

En vous inculquant l'obéissance à des principes totalement absurdes ou ascientifiques, de la sorte vous vous habituez à adopter un comportement sans réfléchir. Il vous est dicté et vous vous y conformez. Vous perdez toute liberté, toute indépendance. A l'arrivée, vous êtes mûr pour vivre dans une société totalitaire, pour un peu vous la trouverez confortable, sécurisante, vous l'adopterez, vous en redemanderez.

Bien avant cela, quand on observait le comportement de nos contemporains, on pouvait s'apercevoir qu'ils étaient déjà en partie formatés pour vivre dans une telle société, sinon nous n'en serions jamais arrivés à cette extrémité-là, eh oui, c'est logique !

La tyrannie ne date pas d'hier. Mode d'emploi.

Lu - Aristote, «*Politique*», Livre 8

Quant aux tyrannies, elles se maintiennent de deux manières absolument opposées. La première est bien connue, et elle est mise en usage par presque tous les tyrans... Réprimer toute supériorité qui s'élève ; se défaire des gens de cœur ; défendre les repas communs et les associations ; interdire l'instruction et tout ce qui tient aux lumières, c'est-à-dire, prévenir tout ce qui donne ordinairement courage et confiance en soi ; empêcher les loisirs et toutes les réunions où l'on pourrait trouver des amusements communs ; tout faire pour que les sujets restent inconnus les uns aux autres, parce que les relations amènent une mutuelle confiance ;

... de plus, bien connaître les moindres déplacements des citoyens, et les forcer en quelque façon à ne jamais franchir les portes de la cité, pour toujours être au courant de ce qu'ils font, et les accoutumer par ce continuel esclavage à la bassesse et à la timidité d'âme : tels sont les moyens mis en usage chez les Perses et chez les barbares, moyens tyranniques qui tendent tous au même but. En voici d'autres : savoir tout ce qui se dit, tout ce qui se fait parmi les sujets ; avoir des espions pareils à ces femmes appelées à Syracuse les délatrices ; envoyer, comme Hiéron, des gens pour tout écouter dans les sociétés, dans les réunions, parce qu'on est moins franc quand on redoute l'espionnage, et que si l'on parle, tout se sait ;

... semer la discorde et la calomnie parmi les citoyens ; mettre aux prises les amis entre eux ; irriter le peuple contre les hautes classes, qu'on désunit entre elles. Un autre principe de la tyrannie est d'appauvrir les sujets, pour que, d'une part, sa garde ne lui coûte rien à entretenir, et que, de l'autre, occupés à gagner leur vie de chaque jour, les sujets ne trouvent pas le temps de conspirer. C'est dans cette vue qu'ont été élevés les pyramides d'Égypte, les monuments sacrés des Cypsélides, le temple de Jupiter Olympien par les Pisistratides, et les grands ouvrages de Polycrate à Samos, travaux qui n'ont qu'un seul et même objet, l'occupation constante et l'appauvrissement du peuple.

On peut voir un moyen analogue dans un système d'impôts établis comme ils l'étaient à Syracuse : en cinq ans, Denys absorbait par l'impôt la valeur de toutes les propriétés. Le tyran fait aussi la guerre pour occuper l'activité de ses sujets, et leur imposer le besoin perpétuel d'un chef militaire. Si la royauté se conserve en s'appuyant sur des dévouements, la tyrannie ne se maintient que par une perpétuelle défiance de ses amis, parce qu'elle sait bien que, si tous les sujets veulent renverser le tyran, ses amis surtout sont en position de le faire.

Les vices que présente la démocratie extrême se retrouvent dans la tyrannie : licence accordée aux femmes dans l'intérieur des familles pour qu'elles trahissent leur maris ; licence aux esclaves, pour qu'ils dénoncent aussi leurs maîtres ; car le tyran n'a rien à redouter des esclaves et des femmes ; et les esclaves, pourvu qu'on les laisse vivre à leur gré, sont très partisans de la tyrannie et de la démagogie. Le peuple aussi parfois fait le monarque ; et voilà pourquoi le flatteur est en haute estime auprès de la foule comme auprès du tyran. Près du peuple, on trouve le démagogue, qui est pour lui un véritable flatteur ; près du despote, on trouve ses vils courtisans, qui ne font qu'ouvrir de flatterie perpétuelle. Aussi la tyrannie n'aime-t-elle que les méchants, précisément parce qu'elle aime la flatterie, et qu'il n'est point de cœur libre qui s'y abaisse. L'homme de bien sait aimer, mais il ne flatte pas. De plus, les méchants sont d'un utile emploi dans des projets pervers : «*Un clou chasse l'autre*», dit le proverbe.

Le propre du tyran est de repousser tout ce qui porte une âme fière et libre ; car il se croit seul capable de posséder ces hautes qualités ; et l'éclat dont brilleraient auprès de lui la magnanimité et l'indépendance d'un autre, anéantirait cette supériorité de maître que la tyrannie revendique pour

elle seule. Le tyran hait donc ces nobles natures, comme attentatoires à sa puissance. C'est encore l'usage du tyran d'inviter à sa table et d'admettre dans son intimité des étrangers plutôt que des nationaux ; ceux-ci sont pour lui des ennemis ; ceux-là n'ont aucun motif d'agir contre son autorité.

Toutes ces manœuvres et tant d'autres du même genre, que la tyrannie emploie pour se maintenir, sont d'une profonde perversité.

En les résumant, on peut les classer sous trois chefs principaux, qui sont le but permanent de la tyrannie : d'abord, l'abaissement moral des sujets ; car des âmes avilies ne pensent jamais à conspirer ; en second lieu, la défiance des citoyens les uns à l'égard des autres ; car la tyrannie ne peut être renversée qu'autant que des citoyens ont assez d'union pour se concerter. Aussi, le tyran poursuit-il les hommes de bien comme les ennemis directs de sa puissance, non pas seulement parce que ces hommes-là repoussent tout despotisme comme dégradant, mais encore parce qu'ils ont foi en eux-mêmes et obtiennent la confiance des autres, et qu'ils sont incapables de se trahir entre eux ou de trahir qui que ce soit. Enfin, le troisième objet que poursuit la tyrannie, c'est l'affaiblissement et l'appauvrissement des sujets ; car on n'entreprend guère une chose impossible, ni par conséquent de détruire la tyrannie quand on n'a pas les moyens de la renverser.

Ainsi, toutes les préoccupations du tyran peuvent se diviser en trois classes que nous venons d'indiquer, et l'on peut dire que toutes ses ressources de salut se groupent autour de ces trois bases : la défiance des citoyens entre eux, leur affaiblissement et leur dégradation morale.

<https://remacle.org/bloodwolf/philosophes/Aristote/politique8fr.htm>

Santé.

Les grands dangers des médicaments contre la tension artérielle - Réseau International 30 novembre 2024

Par un médecin du Midwest

Lorsque l'on se penche sur les mythes médicaux, on découvre souvent que les dogmes qui sous-tendent un médicament populaire sont en fait des slogans de vente créés par une société de marketing. Par exemple, les statines hypocholestérolémiantes sont largement prescrites en dépit du fait que l'hypocholestérolémie ne prévient pas les maladies cardiaques (en fait, le cholestérol vous protège, de sorte que lorsqu'il est bas, vous risquez davantage de mourir), que les statines ne préviennent pas la mort et que ces médicaments nuisent à 20% des utilisateurs (souvent gravement).

<https://reseauinternational.net/les-grands-dangers-des-medicaments-contre-la-tension-arterielle/>

Dictature hygiéniste. Eugénisme. Guerre bactériologique.

Rapport d'activité du gouvernement américain sur la covid-19 – Les théoriciens du complot avaient raison, tous les autres avaient tort

La «*Commission Covid*» de la Chambre des représentants des États-Unis a publié son rapport final (527 pages) et c'est désormais officiel : les «*théoriciens du complot*» avaient tous raison et tous les autres avaient tort.

<https://reseauinternational.net/rapport-dactivite-du-gouvernement-americain-sur-la-covid-19-les-theoriciens-du-complot-avaient-raison-tous-les-autres-avaient-tort/>

Le rapport de 527 pages de la Commission Covid de la Chambre des représentants des États-Unis

<https://oversight.house.gov/wp-content/uploads/2024/12/12.04.2024-SSCP-FINAL-REPORT.pdf>

J-C – Je l'ai téléchargé, ce n'est pas une blague. Il y a évidemment des passages contestables, cependant, en gros ce rapport déconstruit le récit que l'OMS et les autorités nous ont servi à partir de janvier 2020. Il est en anglais, mais il est facile dorénavant de la traduire en français sur le Net.

Combat contre le féminisme politique.

J-C – On pourrait peut-être appeler cela ainsi, le pendant de l'écologie politique, de l'islamisme politique, etc. qui consiste à détourner ou manipuler des préoccupations d'ordre social, philosophique ou culturel, etc. à des fins politiques inavouables, communautaristes et contraires aux intérêts collectifs d'une communauté ou de la population.

Revirement sur l'enseignement de la théorie du genre à l'école - essentiel.news 2 décembre 2024

L'intervention au Sénat du ministre délégué à la réussite scolaire force le gouvernement français à faire marche arrière

Le quotidien français *Le Monde* a relaté la nouvelle la semaine dernière sans faire preuve de la déontologie dont il se targue pourtant. Sa journaliste Sylvie Lecherbonnier écrit en effet, à la fin de son premier paragraphe: «*il n'existe pas de théorie du genre, vocable utilisé comme repoussoir par un courant réactionnaire, mais des études sur le genre.*»

Cette affirmation, outre le fait qu'elle est ouvertement et manifestement fausse, a sans doute été imaginée pour décrédibiliser, aux yeux de ses lecteurs les moins avertis, le discours historique du ministre français délégué à la réussite scolaire, Alexandre Portier, devant le sénat français le 27 novembre dernier.

Dans son discours, sous les exclamations indignées d'une partie de l'assemblée, et avant d'être interrompu dans son élan, M. Portier, ministre de 34 ans, normalien et professeur de philosophie, explique:

L'école a pour mission de protéger nos enfants et en même temps de les aider à construire leur jugement par eux-mêmes. [...] C'est aussi pour ça qu'il est évidemment hors de question de laisser faire tout et n'importe quoi. Je vous le dis à la fois comme élu mais aussi, comme beaucoup ici, en tant que père de famille, ce programme, en l'état, n'est pas acceptable, et il doit être revu. [...]

Premièrement, je m'engagerai personnellement pour que la théorie du genre ne trouve pas sa place dans nos écoles, parce qu'elle ne doit pas y avoir sa place. Deuxièmement, le militantisme n'a pas non plus sa place dans nos écoles. [...]

Nous incluons la vidéo de son intervention ci-dessous, qui a fait suite à une tribune sénatoriale signée par 100 sénateurs sur le sujet.

Education à la vie affective et sexuelle : le ministre évoque un "programme pas acceptable" (Publicsénat)

<https://www.youtube.com/watch?v=Syw99QzKyRQ>

Le ministre Alexandre Portier au Sénat

<https://www.youtube.com/watch?v=A12O66t0jck>

Théorie du genre

Pour rappel, la théorie du genre stipule en substance que le sexe biologique est secondaire – voire anecdotique – dans l'identité individuelle des êtres humains, et que la façon dont les individus décident de s'autoproclamer supplante largement, dans la définition de ce qui constitue un «*homme*» ou une «*femme*», la génétique ou les organes reproducteurs.

La conséquence logique et naturelle de cette théorie est notamment qu'il est tout à fait possible que des hommes tombent enceintes; ce que les théoriciens du genre revendiquent effectivement, bien qu'une telle conclusion falsifie rigoureusement leur théorie, *reductio ad absurdum*.

Ainsi, la théorie du genre est combattue par beaucoup de féministes, qui affirment que cette idéologie réduit les femmes à une série de stéréotypes caricaturaux; selon elles, il ne suffit pas par exemple de s'habiller en rose, de porter des talons aiguilles et de déambuler avec déhanchement pour être une femme; ou qu'un homme biologique ne peut pas, en réalité, être une lesbienne.

En substance, ces féministes revendiquent une appellation d'origine contrôlée pour les femmes.

C'est donc une alliance hors norme entre les féministes et les conservateurs qui s'opposent en ce moment, en France et dans le monde, à ce que la théorie du genre soit imposée aux enfants. Ils qualifient cette idéologie d'obscurantiste, et refusent de voir les écoliers y être exposés.

Le gouvernement français fait marche arrière

Suite à la tribune sénatoriale et au discours d'Alexandre Portier, le gouvernement français a décidé de faire marche arrière. Selon les médias, l'entourage d'Anne Genetet, ministre de l'éducation nationale, affirme désormais que la théorie du genre ne figurera pas dans la version définitive du programme scolaire.

Selon les informations du Monde, avant ce revirement, la direction générale de l'enseignement scolaire travaillait encore sur une version qui intégrait cette notion au programme dans le cadre de la «*lutte contre les discriminations.*»

Combat contre la dictature climatique

Pourquoi le changement climatique est devenu une religion du pouvoir - Réseau International 1 décembre 2024

Le changement climatique existe. C'est une évidence historique. C'est même un pléonasme, car le climat change par nature. N'importe quel passionné d'histoire pourrait citer trois ou quatre moments où un changement des conditions climatiques a provoqué des changements majeurs dans les sociétés humaines. Il se peut que nous soyons aujourd'hui confrontés à l'un de ces changements ou, au contraire, que nous ayons connu un cycle bref au sein d'un cycle plus large. Il n'est pas facile de le savoir, car la science du climat est l'une des plus imprécises qui soit : tant de facteurs interviennent en même temps et sont si difficiles à mesurer à l'échelle humaine que tout axiome est nécessairement relatif (il n'y a donc pas d'axiome).

Dans ce contexte, la théorie du réchauffement climatique n'est qu'une hypothèse, et l'attribution de ce réchauffement aux émissions humaines de CO2 rend cette théorie encore plus hasardeuse, car improbable au sens strict du terme. Certes, le discours dominant passe aujourd'hui du «réchauffement» à l'«urgence», c'est-à-dire à un contexte qui inclut aussi le froid, mais dans ce cas, est-il encore valable d'incriminer le CO2 ? D'autre part, si l'on accepte la doxa du changement climatique via le CO2, pourquoi adopte-t-on en son nom des politiques qui semblent viser à accentuer les effets négatifs du changement, comme la suppression des barrières naturelles ?

<https://reseauinternational.net/pourquoi-le-changement-climatique-est-devenu-une-religion-du-pouvoir/>

Tout est à vendre.

Les multinationales achètent à bas prix l'Europe - Réseau International 30 novembre 2024

BlackRock fait ses courses dans une Europe qui traverse une crise historique et où les élites des pays pensent à s'enrichir au lieu de protéger les intérêts nationaux. Une braderie gigantesque a lieu sous les directives des banques d'affaires et des gestionnaires d'actifs.

Le Premier ministre britannique, Keir Starmer, s'est entretenu le 21 novembre avec le directeur général du fonds d'investissement américain BlackRock Larry Fink, rapporte le Financial Times. Leur réunion au 10 Downing Street a été rejointe par un certain nombre de hauts responsables de BlackRock, ainsi que par la ministre britannique des Finances, Rachel Reeves, et de la ministre d'État en charge de l'Investissement, Poppy Gustaffsson.

Au cours de la réunion, les dirigeants de BlackRock se sont dits préoccupés par les retards concernant les choix pour les entreprises mondiales afin de faciliter leur intrusion dans le pays. Keir Starmer a rassuré les dirigeants du plus grand fonds d'investissement du monde, qui gère des actifs

de 11 000 milliards de dollars, sur son projet de révision de la législation britannique conformément à leurs souhaits.

Le 1er octobre dernier, Larry Fink a déclaré à Berlin à la Conférence sur le dialogue mondial que l'Europe devait s'orienter plus rapidement vers un marché bancaire. Christine Lagarde, présidente de la Banque centrale européenne (BCE), appelle – plus d'un mois après – à une union des marchés des capitaux, également.

«L'Europe doit renforcer le système des marchés des capitaux et elle a besoin d'une plus grande unité du système bancaire», a martelé Fink lors d'une conférence de presse à Berlin.

<https://reseauinternational.net/les-multinationales-achetent-a-bas-prix-leurope/>

Sur la situation politique et sociale en France.

Totalitarisme. Népotisme. Quand un gang mafieux de hors-la-loi gouverne.

Soupçons de conflit d'intérêts: Alexis Kohler dénonce la confirmation des poursuites et se pourvoit en cassation - AFP 3 décembre 2024

Le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler dénonce le rejet "ubuesque" par la cour d'appel de Paris la semaine dernière de la prescription des faits de prise illégale d'intérêts qui lui sont reprochés et annonce se pourvoir en cassation, dans un communiqué transmis mardi à l'AFP.

En famille. Ils se bousculent pour gérer les institutions de la Ve République pour le compte du capitalisme.

J-C - Le parti de l'ordre, ex-En Marche est grillé, son clone Renaissance ne s'en est jamais remis ainsi que ses alliés dits centristes (MoDem, UDI...), il est honni des Français toutes classes confondues. L'ex-parti de l'ordre (conservateur) issu du gaulliste, LR, (ex RPF-UDR-UMP) a raté son envol ou s'est littéralement vautré lors des essais en atteignant 5% des voix lors du premier tour de la présidentielle 2022, hors courses.

Reste RN et le NFP en embuscade, l'extrême droite et la droite déguisée en gauche, les deux prétendants rivalisent de zèle pour sauver le régime en crise, les institutions de la Ve République, appliquer le programme antisocial, liberticide, va-t-en-guerre concocté à Bruxelles, Davos, Washington. Il va de soi que toute concession à la marge consentie aux travailleurs dans un secteur économique ou social serait immédiatement et systématiquement compensée par une concession accordée aux capitalistes ou à Bruxelles, lorsque la fausse gauche fut au pouvoir, chaque fois elle procéda de la sorte en attendant de repasser le flambeau à l'un des partis de droite officiel.

Il faut s'attendre à un deal ou un ignoble marchandage du genre : on vous accorde ici ou là un répit, un report, on vous octroie quelques dizaines d'euros pour compenser de nouveaux sacrifices, de nos jours on n'a rien sans rien, quelques miettes ou saupoudrage en prime pour apaiser les secteurs les plus bruyant, tandis que collectivement ils leur tordront le cou. A vos calculettes, on a gagné un

peu par ci, on a perdu un peu par là, tout compte fait cela aurait pu être pire, on a sauvé l'essentiel pour le moment, soyons heureux, et le tour est joué.

Leur problème, c'est qu'ils ont de plus en plus de mal à se rabattre sur le travailleur asiatique ou africain pour compenser leurs concessions, même les plus minimales, et puis quant à augmenter les impôts ou taxes, c'est plus que périlleux ou risqué politiquement tant c'est impopulaire, il y a quand même des couches défavorisées déjà au bord de l'agonie qui ne demandent qu'à exploser à la moindre occasion, et les classes moyennes sur lesquelles ils se rabattent n'en peuvent plus, il ne manquerait plus qu'elles s'allient pour que la situation devienne incontrôlable.

Tous entendent gouverner avec le tyran Macron, cela en dit long sur le degré de pourriture de tous les partis institutionnels, même ceux à l'extrême gauche qui en sont exclus sont prêts à s'allier ou à soutenir le NFP, avec ou sans Macron ils s'en moquent finalement, car c'est le capitalisme qu'ils soutiennent, sinon ils n'auraient jamais empêché un parti ouvrier révolutionnaire de se construire, peu importe aussi quelle forme peu prendre la collaboration de classes, l'essentiel c'est de s'y tenir, au nom du socialisme histoire de flatter leurs troupes qui s'en contentent et le tour est joué.

Jean-Luc Mélenchon veut « une candidature commune » en cas de présidentielle anticipée, mais... - Le HuffPost 30 novembre 2024

« Rien que le programme, tout le programme » ? Jean-Luc Mélenchon a proposé vendredi 29 novembre à ceux qui veulent s'unir avec La France insoumise de porter « une candidature commune » dans le cas d'une élection présidentielle anticipée. Union qui, prévient-il, se fera sur la base de son programme.

« Nous sommes partisans d'une candidature commune. On se l'est dit dix fois, sur la base du programme. Et comme nous irons avec le programme, eh bien, viens qui veut, il est bienvenu », a lancé le chef de file de LFI, qui souhaite la démission du président Emmanuel Macron et espère ainsi l'organisation d'une élection présidentielle anticipée.

« Nous avons compris que (...) le parti communiste ne veut plus de nous, nous avons compris que la droite du parti socialiste ne veut plus et nous refusons de faire chemin avec des gens qui nous insultent en cours de route », a ajouté Jean-Luc Mélenchon lors d'un discours devant des militants à Paris. Le HuffPost 30 novembre 2024

Présidentielle 2027: Lucie Castets et Marine Tondelier lancent un appel pour une candidature commune à gauche - BFMTV 1 décembre 2024

Les deux femmes de gauche Lucie Castets et Marine Tondelier ont lancé un appel et un site internet en vue d'une candidature commune à gauche pour l'élection présidentielle de 2027.

À deux ans et demi de la présidentielle de 2027, la haute fonctionnaire Lucie Castets et la secrétaire nationale des Écologistes Marine Tondelier ont décidé de lancer un site internet - gagnons-ensemble.fr - dans l'espoir de réunir la gauche autour candidature commune en vue des prochaines élections.

Dans un entretien croisé accordé au journal Ouest France ce samedi 30 novembre, les deux femmes politiques appellent la gauche à s'unir autour d'un projet "ambitieux et solide, ancré dans les

préoccupations quotidiennes", sans pour autant "placer tel ou tel nom comme préalable au travail collectif". BFMTV 1 décembre 2024

En famille. Le PS lance un appel aux partis officiels de la réaction...

Faure veut un Premier ministre de gauche mais ouvert "au compromis" avec le bloc central - AFP 3 décembre

Le Premier secrétaire du PS souhaite qu'Emmanuel Macron nomme "un Premier ministre de gauche" mais ouvert "au compromis" avec le bloc central au Parlement en cas de renversement du gouvernement Barnier dans les prochains jours.

"C'est le Front populaire au gouvernement et le Front républicain à l'Assemblée. C'est ainsi qu'on peut progresser", a résumé Olivier Faure sur BFMTV/RMC.

Le président de la République doit "nommer un Premier ministre de gauche" qui "propose un projet de gauche mais avec le souci permanent du compromis", a-t-il insisté.

...A LFI ils feignent de ne pas avoir entendu !

Coquerel (LFI) demande aux socialistes de revenir à la seule option d'un gouvernement NFP - AFP 3 décembre

"Si on veut avoir une chance qu'il y ait un gouvernement de gauche, il faut tous taper sur le même clou", a déclaré à la presse M. Coquerel à l'Assemblée nationale.

"La seule chose qui peut nous unir, c'est de continuer à exiger un gouvernement qui porte le programme du Nouveau Front populaire", a lancé M. Coquerel qui "conseille" à ses "camarades socialistes" de revenir à l'option NFP, "seule base commune que nous pouvons présenter en ce moment".

Gouvernement technique, accord de non-censure, "si on commence à proposer des options, des solutions différentes (...) on voit bien qu'on facilite le travail de M. Macron de ne pas nommer un gouvernement de gauche", selon lui.

L'enfer de la guerre impérialiste et coloniale ou la barbarie capitaliste à l'œuvre.

Plus de 800 banques européennes investissent 393 milliards de dollars dans la colonisation en Cisjordanie - Réseau International 30 novembre 2024

La coalition Don't Buy into Occupation (DBIO) a publié son rapport 2024 présentant les entreprises internationales et les institutions financières activement impliquées dans les colonies juives illégales en Cisjordanie occupée.

La coalition DBIO est un projet commun à 24 organisations palestiniennes, régionales et européennes.

Le rapport récemment publié montre qu'au cours des trois dernières années, «822 institutions financières européennes (y compris des banques, des gestionnaires d'actifs, des compagnies d'assurance et des fonds de pension) ont entretenu des relations financières avec 58 entreprises activement impliquées dans des colonies israéliennes illégales dans le Territoire palestinien occupé (TPO)».

<https://reseauinternational.net/plus-de-800-banques-europeennes-investissent-393-milliards-de-dollars-dans-la-colonisation-en-cisjordanie/>

Israël: un ancien ministre de la Défense dénonce un «nettoyage ethnique» à Gaza et crée la polémique - RFI/AFP 1 décembre 2024

« *La route sur laquelle on est entraînés, c'est la conquête, l'annexion et le nettoyage ethnique* », a déclaré Moshé Yaalon lors d'une interview sur la chaîne privée DemocratTV. Relancé par la journaliste qui lui a demandé s'il pensait qu'Israël se dirigeait vers un « nettoyage ethnique », Moshé Yaalon a répondu : « *Que se passe-t-il là-bas ? Il n'y a plus de Beit Lahia, plus de Beit Hanoun, l'armée intervient à Jabalia et, en réalité, on nettoie le terrain des Arabes.* »

Les réactions ont fusé, le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, qualifiant de « honte » le fait qu'Israël ait eu « *un tel personnage comme chef de l'armée et ministre de la Défense.* »

Moshé Yaalon, 74 ans, a été le chef de l'armée israélienne entre 2002 et 2005, juste avant le retrait unilatéral d'Israël de la bande de Gaza. Entré au Likoud, le parti du Premier ministre Benjamin Netanyahu, Moshé Yaalon a été ministre de la Défense et vice-Premier ministre, avant de démissionner en 2016, à la suite de différends avec Benjamin Netanyahu.

Considéré comme un faucon durant sa carrière politique au sein du Likoud, il s'est allié en 2019 avec l'actuel chef de l'opposition Yaïr Lapid avant de se retirer de la vie politique en 2021.

Coutumier de formules choc, il avait récemment soutenu les soldats qui avaient menacé de ne pas se présenter à l'armée comme réservistes, disant que s'il « *avait été officier dans l'armée d'Hitler* », il aurait refusé de faire certaines choses, tout en ajoutant qu'il « *ne comparait pas* » avec la situation en Israël.

Etats-Unis.

Trump nomme Charles Kushner, père de son gendre, ambassadeur des États-Unis en France - LePoint.fr 1 décembre 2024

Charles Kushner, entrepreneur immobilier de renom, est surtout connu pour être le père de Jared Kushner, époux de sa fille Ivanka Trump, une figure influente de l'administration Trump.

Avant de s'engager en politique, Charles Kushner était un contributeur majeur au Parti démocrate. Cependant, après 2015, il a changé de camp politique, effectuant un don de 100 000 dollars à la fondation Make America Great Again, soutenant ainsi la campagne présidentielle de Donald Trump.

Charles Kushner a une histoire marquée par des démêlés judiciaires. En 2005, il a été reconnu coupable de plusieurs infractions graves, notamment des violations des règles électorales, de fraude fiscale et d'obstruction à la justice. Il a été incarcéré pendant un an dans une prison fédérale d'Alabama. En 2019, après avoir purgé sa peine, il a bénéficié d'une grâce présidentielle, signée par Donald Trump, ce qui a ravivé les controverses à son sujet.

Qui est Kash Patel, nommé par Donald Trump pour diriger le FBI ? - AFP 1 décembre

Proche de Donald Trump et pourfendeur du supposé "*État profond*", Kash Patel doit ainsi remplacer Christopher Wray, l'actuel directeur du Bureau fédéral d'enquête américain. Pourtant nommé en 2017 par l'ancien et futur président américain pour une durée de dix ans, celui-ci devra démissionner ou sera tout simplement limogé avant même la fin de son mandat. Il faut dire que les relations entre les deux hommes se sont pour le moins effritées ces dernières années.

Alors que Christopher Wray avait estimé en 2019 que la notion "*d'État profond*" était un affront pour le personnel du FBI, l'enquête lancée par le Bureau d'enquête sur l'assaut du Capitole le 6 janvier 2021 par des soutiens de Donald Trump ou la perquisition du domicile de l'ancien locataire de la Maison-Blanche à Mar-a-Lago, n'avaient rien arrangé.

Né dans le Rhode Island en 1980 et issu d'une famille d'immigrés indiens, Kash Patel a déjà occupé plusieurs postes à responsabilité comme celui de conseiller à la Sécurité nationale ou chef de cabinet du Pentagone.

Resté toujours loyal au milliardaire, Kash Patel n'a cessé de critiquer durant la campagne présidentielle le FBI, appelant dans le même temps à licencier tous ses dirigeants. Désormais nommé et dans l'attente de sa confirmation par le Sénat, l'avocat de profession aura pour principales missions de "*mettre fin à l'épidémie croissante de criminalité en Amérique*", démanteler "*les gangs de migrants criminels*" et arrêter "*le fléau diabolique du trafic d'êtres humains et de drogues à travers la frontière*", a précisé Donald Trump.

Donald Trump menace les BRICS d'augmenter les droits de douane « de 100 % » - LePoint.fr/AFP 1 décembre 2024

« *Nous exigeons de ces pays qu'ils s'engagent à ne pas créer une nouvelle monnaie des BRICS, ni à soutenir une autre monnaie pour remplacer le puissant dollar américain* », a déclaré le président américain élu sur son réseau Truth Social, « *faute de quoi* » ces pays – parmi lesquels le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud – « *seront soumis à des droits de douane de 100 % et devront s'attendre à dire adieu à leurs ventes dans la merveilleuse économie américaine.* »

Le groupe des BRICS souhaite réduire la domination occidentale dans un monde qu'il conçoit comme « *multipolaire* ». Dans le domaine financier, ce groupe a mené des réflexions pour se passer

du dollar, qui sert de monnaie de référence pour les échanges mondiaux. Ces pays ont notamment envisagé de créer leur propre monnaie commune. Mais ce projet est encore très loin d'être abouti.

Lors du sommet des BRICS à Kazan (Russie) fin octobre, le président russe Vladimir Poutine a dit renoncer, à ce stade, à la création d'une monnaie unique commune, en jugeant que cette idée n'était « *pas encore mûre* ».

Après son élection face à Kamala Harris début novembre, Donald Trump doit prendre ses fonctions le 20 janvier à la Maison Blanche. Mais le président élu multiplie déjà les menaces d'augmentation des droits de douane envers différents pays, ce qui fait craindre une vaste guerre commerciale capable de pénaliser la croissance mondiale. Le milliardaire républicain s'en sert notamment comme un outil de pression diplomatique.

Ukraine.

Peur et désespoir : les Ukrainiens sont fatigués de se battre - Réseau International 1 décembre 2024

Les changements dans la conscience de masse des Ukrainiens sont mis en évidence par un sondage de l'Institut Gallup, une organisation américaine qui n'est ni favorable à Moscou, ni encline à faire son jeu. Selon les chercheurs, plus de la moitié des Ukrainiens (52%) souhaitent aujourd'hui que les combats cessent le plus rapidement possible et sont ouverts aux négociations. En 2022, ces pacifistes étaient presque trois fois moins nombreux.

Seuls 38% de la population de l'ex-RSS d'Ukraine exigent de se battre jusqu'à la victoire. Au début de la guerre froide, cette exigence était partagée par près des trois quarts de la population.

Enfin, et surtout, environ un quart des Ukrainiens se déclarent favorables à la paix au prix de concessions territoriales. Ce chiffre est en fait surprenant. En effet, au début du conflit, un optimisme sans précédent régnait de l'autre côté de la ligne de front.

C'est ainsi qu'à l'automne 2024, l'anesthésie du mensonge a cessé de fonctionner. Pour la première fois depuis de nombreuses années, les citoyens ukrainiens ont été confrontés à la réalité, et ils ne l'ont pas aimée. La peur et le désespoir se sont emparés du pays, des militaires comme des civils.

Et la cote négative de Zelensky & Co. augmente : 30% de la population désapprouve les activités de l'Ukroführer, tandis que 66% désapprouve le gouvernement.

Près de la moitié de la population admet ne pas avoir assez d'argent pour se nourrir et se loger. Plus de 50% déclarent vivre dans un état de stress permanent.

Pendant ce temps, les patrons occidentaux de Kiev haussent les épaules et se lavent les mains de la situation. «*Les Ukrainiens ont commencé à adopter une vision plus sobre de la situation*», déclare sèchement la BBC britannique. – Ils ont enlevé leurs lunettes roses et réalisé que le «*café en Crimée*» n'arrivera pas avant un certain temps, et que les frontières de 1991 ne sont pas une perspective pour aujourd'hui et loin d'être pour demain.

Quelle hypocrisie révoltante ! Depuis des années, la même BBC et d'autres médias occidentaux trompent les Ukrainiens, leur promettent ceci et cela, et jurent sur leurs mères, les convainquant d'une victoire inévitable sur la Russie «arriérée» et «autoritaire». Ils ont mis un casque de réalité virtuelle sur la tête de tout un pays et l'ont séduit avec toute la force de la propagande occidentale. Et maintenant, ils disent : «*Nous n'avons rien à voir là-dedans, les Ukrainiens doivent regarder la situation avec plus de lucidité*».

Le retour à la réalité sera très difficile pour les Ukrainiens, et il est temps de prescrire un traitement psychiatrique à tout le monde. Il n'est pas surprenant que plus de la moitié de la population se plaigne d'un stress permanent.

Toutefois, les citoyens les plus intelligents de la République indépendante ont déjà trouvé une excellente recette pour lutter contre le stress : ils rentrent tout simplement chez eux, dans les territoires libérés par la Russie. Plus de cent cinquante mille personnes sont déjà rentrées, et environ soixante mille personnes sont venues rien qu'à Marioupol – cela a été reconnu même à Kiev.

<https://reseauinternational.net/peur-et-desespoir-les-ukrainiens-sont-fatigues-de-se-battre/>

Géorgie.

Kremlin : Les événements en Géorgie présentent tous les signes d'une révolution orange RT 2 déc. 2024,

Dmitri Peskov, porte-parole du président russe, a comparé les manifestations en Géorgie à l'Euromaïdan ukrainien de 2014, les interprétant comme une tentative de révolution orange. Il a précisé que la Russie n'intervenait pas dans les affaires internes de la Géorgie. À Tbilissi, 113 policiers ont été blessés dans des heurts avec les manifestants.

Les manifestations en Géorgie rappellent le Maïdan ukrainien de 2014 et semblent être une tentative de révolution orange, a estimé Dmitri Peskov, porte-parole du président russe. «*Nous avons vu des événements similaires dans de nombreux pays. Le parallèle le plus évident que l'on puisse faire est celui de l'Euromaïdan en Ukraine*», a-t-il déclaré. Selon Peskov, les événements en Géorgie présentent «*tous les signes d'une tentative de mener une révolution orange*».

Lituanie.

Totalitarisme. Quand des nostalgiques du nazisme dénoncent « des violations des droits de l'homme ».

J-C – Les nostalgiques du nazisme assumés lors de manifestations publiques dans les trois pays baltes au cours des dernières décennies, se permettent de sanctionner tout acteur politique ou gouvernement étranger opposé à la politique de l'UE ou de l'OTAN. Dès lors, évoquer le totalitarisme est-il exagéré ou cela correspond à la réalité ?

Lituanie : le pays interdit l'entrée sur son territoire à des responsables politiques géorgiens en raison de violations des droits de l'homme - lrt.lt 2 décembre 2024

La Lituanie a interdit l'entrée sur son territoire de Bidzina Ivanishvili, le milliardaire fondateur du parti Rêve géorgien, et d'autres hommes politiques géorgiens.

Le ministre lituanien des affaires étrangères, Gabrielius Landsbergis, a publié lundi une liste d'hommes politiques géorgiens sanctionnés pour des violations des droits de l'homme.

Comme l'a annoncé M. Landsbergis, les personnes sanctionnées sont M. Ivanishvili, le ministre géorgien de l'intérieur Vakhtang Gomelauri, les vice-ministres de l'intérieur Shalva Bedoidze, Ioseb Chelidze, Aleksandre Darakhvelidze et Giorgi Butkhuzi, le commandant des forces de sécurité Zviad Kharazishvili et ses adjoints Mileri Lagazauri et Mirza Kezevadze, le chef du département de la police des patrouilles Vaja Siradze et le directeur de la police criminelle Teimuraz Kupatadze.

"Les trois États baltes ont décidé d'un commun accord d'imposer des sanctions nationales à ceux qui ont réprimé les manifestations légitimes en Géorgie", a indiqué M. Landsbergis sur le site X dimanche.

Le ministère lituanien des affaires étrangères a déclaré dans un communiqué de presse lundi que la décision d'imposer des sanctions avait été prise par le ministre de l'intérieur Agnė Bilotaitė sur recommandation du ministre des affaires étrangères.

En vertu de la loi sur le statut juridique des étrangers, un ressortissant étranger peut être interdit d'entrée en Lituanie s'il y a de fortes raisons de croire qu'il a *"commis un crime grave ou sérieux contre une personne dans un État étranger, violant ainsi les droits de l'homme et les libertés universels"*.

"L'usage excessif de la force par le gouvernement géorgien contre des manifestants pacifiques et la société civile est injustifiable. Le droit fondamental des citoyens à la liberté d'expression et de réunion pacifique doit être respecté dans un État démocratique", a déclaré Bilotaitė dans le communiqué de presse.

Dimanche, le président lituanien Gitanas Nausėda a condamné le recours à la force contre le peuple géorgien et a appelé à la tenue de nouvelles élections législatives. Irt.lt 2 décembre 2024

Tous les régimes sont en crises, ils ne s'en sortent qu'avec des magouilles institutionnelles.

Roumanie.

Élections législatives en Roumanie : une victoire fragile pour les sociaux-démocrates - RT 2 déc. 2024

La Roumanie a voté pour renouveler son parlement le 1er décembre 2024, dans un contexte marqué par une fragmentation des forces politiques et une montée en puissance des partis nationalistes. Selon les résultats préliminaires de la Commission électorale centrale, le Parti social-démocrate (PSD), actuellement au pouvoir, a obtenu environ 24 % des voix, consolidant ainsi sa première place.

Derrière lui, l'Alliance pour l'unité des Roumains (AUR), un parti conservateur d'extrême droite, a récolté près de 18 % des suffrages, doublant son score par rapport aux élections précédentes. Le

Parti national libéral (PNL), de centre-droit, a obtenu environ 14 %, suivi par l'Union sauvez la Roumanie (USR) avec 11 %. D'autres partis, comme le Parti des jeunes (POT) et le parti radical SOS Roumanie, ont franchi la barre des 5 %, nécessaire pour entrer au Parlement.

Le dépouillement n'étant pas terminé, les chiffres actuels n'incluent pas encore les votes des Roumains vivant à l'étranger, qui pourraient modifier la répartition finale.

Malgré sa victoire relative, le PSD pourrait se retrouver en difficulté pour former un gouvernement. Victor Negrescu, vice-président du PSD, cité par l'agence de presse russe RIA Novosti, a admis que *«bien que nous soyons en tête, il n'est pas garanti que nous puissions désigner un Premier ministre. Cela dépendra des négociations et des résultats définitifs.»*

Les partis d'opposition, notamment le PNL et l'AUR, ont déjà exclu de s'allier avec les sociaux-démocrates. George Simion, leader de l'AUR, a déclaré au média britannique *The Guardian* : *«Nous n'avons aucune intention de collaborer avec le PSD. Nous sommes prêts à assumer la responsabilité de gouverner le pays.»*

Islande.

Législatives en Islande : les sociaux-démocrates l'emportent sur le parti du Premier ministre - AFP 1 décembre

A l'issue du dépouillement, l'Alliance sociale-démocrate, conduite par Kristrun Frostadottir, a remporté 20,8% des voix contre 19,4% pour le parti conservateur du Premier ministre, au pouvoir dans le cadre d'une coalition. Arrive en troisième place le parti de la Réforme libérale avec 15,8%, selon RUV. Le mouvement Gauche-Verts n'a remporté que 2,3% des suffrages, sous la barre des 5% permettant d'obtenir un siège au Parlement. Le parti du Progrès a aussi perdu des voix par rapport à 2021, passant de 17,3% à seulement 7,8% des voix.

Selon ces chiffres, l'Alliance sociale-démocrate remporte 15 sièges sur les 63 sièges au Parlement.

En Islande, il n'y a pas de "culture" de gouvernement minoritaire, relève Eirikur Bergmann, professeur de politique à l'université de Bifrost, ce qui signifie que les partis vont tenter de constituer une majorité à travers une coalition. AFP 1 décembre

Syrie.

J-C – Soutien sans faille à la Syrie.

Syrie : Que se passe-t-il dans Alep et sa région ? - Réseau International 1 décembre 2024

<https://reseauinternational.net/syrie-que-se-passe-t-il-dans-alep-et-sa-region/>

Les États-Unis et leurs alliés relancent la guerre contre la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

<https://reseauinternational.net/les-etats-unis-et-leurs-allies-relancent-la-guerre-contre-la-syrie/>

L'attaque d'Al-Qaïda sur Alep sert «l'entité d'occupation israélienne» - Réseau International 1 décembre 2024 - Réseau International 1 décembre 2024

Le ministre des Affaires étrangères syrien Bassam Sabbagh a déclaré le 29 novembre que l'offensive terroriste en cours sur Alep et sa campagne intervient «dans le cadre de la mise en œuvre des objectifs de l'entité d'occupation israélienne et de ses organisateurs».

<https://reseauinternational.net/lattaque-dal-qaida-sur-alep-sert-lentite-doccupation-israelienne/>

La Syrie reçoit le soutien de plusieurs pays arabes - RT 2 déc. 2024

L'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et l'Irak ont manifesté leur soutien politique au président syrien face à l'agression des djihadistes et à la prise d'Alep.

Outre le soutien de ses alliés traditionnels, la Russie et l'Iran, la Syrie de Bachar el-Assad a reçu un soutien politique de la part de plusieurs pays arabes par rapport aux récents événements à Alep qui fragilisent encore un peu plus le pays.

Le Caire a exprimé sa «préoccupation» face à l'évolution des événements dans les villes d'Idlib et d'Alep, soulignant samedi dans un communiqué officiel son soutien aux institutions étatiques syriennes et l'importance de leur rôle dans la «lutte contre le terrorisme».

Le ministre saoudien des Affaires étrangères, le prince Faisal bin Farhan bin Abdullah, a reçu le 29 novembre un appel téléphonique du ministre des Affaires étrangères et des expatriés de la République arabe syrienne, Bassam Sabbagh. Les deux hommes ont évoqué les derniers événements en Syrie. Riyad et Damas avaient normalisé leurs relations diplomatiques en 2023 après plus de 10 ans de rupture.

De surcroît, les Émirats arabes unis ont apporté leur soutien politique à la Syrie. En effet, au cours d'un appel avec Bachar el-Assad, le président émirati Mohammed ben Zayed a affirmé «la solidarité des Émirats arabes unis avec la Syrie et leur soutien dans la lutte contre le terrorisme et l'extrémisme».

L'Irak, pays frontalier de la Syrie, suit de très près les événements récents en Syrie et s'inquiète des retombées sur son propre territoire. Des renforts ont même été amassés à la frontière. Selon des informations rapportées par le média saoudien Al-Sharq Al-Aoussat, plusieurs milices irakiennes, inféodées à Téhéran ont passé la frontière pour appuyer militairement les troupes de Bachar el-Assad.

De son côté, la Ligue arabe a publié un communiqué le 30 décembre, déclarant qu'elle «suit avec une grande préoccupation les développements sur le terrain en Syrie et souligne la nécessité de

respecter l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la République arabe syrienne», rapporte la filiale arabe de CNN.

Le renseignement turc dirige l'offensive des extrémistes dans le nord-ouest de la Syrie - Réseau International 1 décembre 2024

Un responsable israélien a déclaré que l'offensive d'Al-Qaïda sur la deuxième ville de Syrie offrait des *«possibilités de changement»*.

Les miliciens de Hayat Tahrir al-Sham (HTS), affilié à Al-Qaïda, qui envahissent actuellement Alep, la deuxième ville de Syrie, reçoivent des renseignements de la part des services de renseignement turcs, a rapporté l'agence de presse française AFP le 30 novembre.

HTS, anciennement Front Nusra, a lancé mercredi une offensive éclair depuis le bastion du groupe dans le gouvernorat d'Idlib. Ses combattants se sont emparés de nombreux villages dans la campagne d'Alep avant de prendre le contrôle d'une grande partie de la ville d'Alep samedi, y compris l'ancienne citadelle.

L'AFP écrit que *«des sources de l'opposition en contact avec les renseignements turcs ont déclaré que la Turquie a donné son feu vert à l'offensive»*.